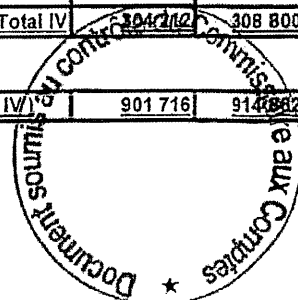


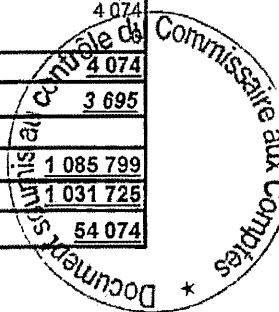
BILAN

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amorts & provis	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobil incorporelles	0	0	0	0
Immobil corporelles	603 231	238 218	365 013	385 018
Immobil financières	15	0	15	15
Total I	603 246	238 218	365 028	385 033
ACTIF CIRCULANT				
Avces, acptes versés	0		0	150
Autres créances	74 092		74 092	97 975
Disponibilités	445 723		445 723	427 176
Chges const d'avance	16 873		16 873	4 547
Total II	536 688		536 688	529 849
TOTAL GAL (I à III)	1 139 934	238 218	901 716	914 882
PASSIF				
FONDS PROPRES				
Fds associatif sans dt de rep			35 184	35 184
Réserv. Pour projets entité			135 390	81 316
Report à nouveau ex précéd			0	0
Excédent ou déficit de l'année			1 852	54 074
<i>Situation nette (sous-total)</i>			<i>172 426</i>	<i>170 574</i>
Subventions d'invest.			107 057	112 950
Total I			279 483	283 524
FONDS DEDIES			75 790	92 992
Total II			75 790	92 992
PROVISIONS			242 231	229 566
Total III			242 231	229 566
DETTES				
Dettes auprès ets bancaires			140 738	161 299
Dettes fourniss & cptes ratt.			33 121	15 248
Dettes fiscales & sociales			121 719	122 593
Autres dettes			1 914	1 466
Prods constatés d'avance			6 720	8 194
Total IV			304 212	308 800
TOTAL GAL (I à IV)			901 716	914 882





COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Produits de Tiers Financeurs	883 905	876 219
Reprise s/amorts, dépréciat, provs & transferts de chges	54 236	70 712
Utilisation des fonds dédiés	92 992	127 163
Autres produits	4 133	2 290
TOTAL I	1 035 266	1 076 383
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats & charges externes	161 932	129 984
Aides financières octroyées (charges pour cpte d'autrui)	25 024	20 777
Impôts, taxes & versements assimilés	37 471	31 417
Salaires & traitements	511 166	490 456
Charges sociales	174 480	158 700
Dotations aux amortissements & dépréciations	26 579	25 950
Dotations aux provisions	37 006	73 756
Reports en fonds dédiés	75 790	92 992
Autres charges	42	2
TOTAL II	1 049 490	1 024 034
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-14 224	52 348
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts & produits financiers	5 276	1 648
TOTAL III	5 276	1 648
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts & charges assimilées	3 190	3 617
TOTAL IV	3 190	3 617
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 086	-1 969
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)	-12 138	50 379
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 138	1 875
Sur opérations en capital	5 893	5 893
Transfert de charges exceptionnelles	12 738	0
TOTAL V	22 769	7 768
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	8 700	4 074
Sur opérations en capital	80	
TOTAL VI	8 780	4 074
3. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	13 989	3 695
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 063 312	1 085 799
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI)	1 061 460	1 031 725
EXCEDENT OU DEFICIT	1 852	54 074





Gestion comptable
Gestion sociale
Conseil
Audit

SOBRECOMO MORLAIX
Direction et siège social
26 allée Saint François
Saint-Martin-des-Champs
BP 87414
29674 Morlaix Cedex
T 02 98 88 04 48
F 02 98 63 39 79
contact.morlaix@sobrecomo.fr
Siret : 637 120 809 000107

SOBRECOMO LESNEVEN
1 avenue Fernand Le Corre
BP 19
29260 Lanneven
T 02 98 83 16 06
F 02 98 83 08 92
contact.lesneven@sobrecomo.fr
Siret : 637 120 809 00081

SOBRECOMO GUZMAVAS
160 rue Robert Schuman
ZAC de Prat-Pip Sud
29490 Guipavas
T 02 29 02 97 02
contact.lesneven@sobrecomo.fr
Siret : 637 120 809 00015

Site internet :
www.sobrecomo.fr

SA au capital
de 130.830 €
TVA : FR 40 637 120 809



SOCIÉTÉ
D'EXPERTISE
COMPTABLE
INSCRIPTION
AU TABLEAU
DE L'ORDRE
DE LA RÉGION
BRETAGNE

« Mission Locale Centre Ouest Bretagne »

ASSOCIATION

36, rue de l'Eglise

29270 Carhaix Plouguer

RAPPORTS DE SOBRECOMO MORLAIX

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Représentée par Mme Ingrid PLE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Mesdames, Messieurs les Membres
De La Mission Locale Centre Ouest
Bretagne

36, Rue de l'Eglise

29270 Carhaix Plouguer

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2023

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale Centre Ouest Bretagne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les

iP

appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Vérification de l'exhaustivité des subventions
- Analyse de la coupure d'exercice et du correct rattachement des charges et produits

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de votre Président et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par conseil d'administration.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Morlaix,
Le 27 mars 2024.

SA SOBRECOMO
Commissaire aux Comptes
Représentée par Ingrid PLE



Mesdames et Messieurs les adhérents
De la Mission Locale
du Centre Ouest Bretagne
36, rue de l'Eglise

29270 CARHAIX

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

**Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

Mesdames, Messieurs,
Les membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis de convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

• **Conventions signées avec la région Bretagne**

Personnes concernées : M. CHESNAIS-GIRARD Loïc, Président du Conseil Régional de Bretagne et membre du CA du collège 1 ; Son représentant, M. ROBIC Guillaume, Conseiller régional

Modalités :

Une convention entre la région Bretagne et votre association a été signée le 05 mai 2023 au titre de l'année 2023. Cette subvention a pour objet le financement des

missions d'accueil de conseil et d'accompagnement et de suivi des jeunes dans la Mission Locale. Le montant de la subvention est de 89 127 €. Le montant comptabilisé en produits s'élève à 89 127 €.

Modalités :

Une convention de partenariat relative au financement de la mise en œuvre de l'Accompagnement à la Qualification pour 25 jeunes a été signée le 06 avril 2023, reconductible. Cette aide concerne l'année 2023. Le montant de l'aide s'élève à 250 € par jeune suivi.

Le montant comptabilisé en produits s'élève à 3 000 € pour 12 jeunes.

- **Conventions signées avec le Conseil Départemental 22**

Personnes concernées : M. COAIL Christian, Président du Conseil départemental des Côtes d'Armor et membre du CA du collège 1 ; et sa représentante Mme FERCOQ Marie-José, Conseillère départementale des Côtes d'Armor.

Modalités :

Une convention a été signée 20 avril 2023 relative à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Cette convention est applicable au titre de l'année 2023. Le montant de l'aide relative au suivi socio professionnel des jeunes s'élève à 23 500 €.

Le montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023 s'élève 23 500 €.

Une convention s'est prolongée, relative à la gestion déléguée du fonds départemental d'aides aux jeunes, ainsi que son avenant applicable au titre de l'année 2023. Le montant de l'aide relative au suivi socio professionnel des jeunes s'élève à 6 925 €.

- **Convention signée avec le Conseil Départemental 56**

Personnes concernées : M. LAPPARTIENT David, Président du Conseil Départemental du Morbihan et membre du CA du collège 1 ; et sa représentante, Mme PERRAULT Soizic, Conseillère départementale du Morbihan.

Modalités :

Une convention a été signée le 06 juin 2023 relative à la gestion déléguée du fonds départemental d'aides aux jeunes, ainsi que son avenant applicable au titre de l'année 2023. Le montant de l'aide relative au suivi socio professionnel des jeunes s'élève à 20 267.93 €.

Le montant de cette subvention comptabilisé en produits sur l'année s'élève à 18 098.80 €. La subvention attribuée n'ayant pas été totalement employée : 2 169.13 € ont été enregistrés au débit du compte dans l'attente d'un remboursement.

- **Convention signée avec le Conseil Départemental 29**

Personnes concernées : M. DE CALAN Maël, Président du Conseil Départemental du Finistère et membre du CA du collège 1 ; et son représentant M. MESSAGER-Raymond, Conseiller départemental du Finistère.

Modalités :

Une convention a été signée 10 juillet 2023 relative à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Cette convention est applicable au titre de l'année 2023. Le montant de l'aide relative au suivi socio professionnel des jeunes s'élève à 23 655 €.

Le montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023 s'élève 23 655 €.

A Morlaix,
Le 27 mars 2024

SA SOBRECOMO MORLAIX
Commissaire aux Comptes
Représentée par Ingrid PLE

